

# Stop aux promesses ! Des actes ! Non à l'organisation méthodique de l'exclusion !

## Logement

Après l'explosion médiatique des problèmes de mal-logement et des sans-abri, qu'en restera-t-il ? *Tout est à craindre*. Le retour de l'oubli, l'absence de revenus décents, la poursuite des spéculations immobilières et des hausses de loyers. Déjà, *des sans-abris sont évacués manu militari* dans des villes comme Tours, Strasbourg. Le logement et le revenu (emploi) sont liés.

## Emploi

Le suivi mensuel des chômeurs (rmistes inscrits compris) est mis en place sur le terrain, par les ANPE. La première conséquence est de frapper le fragile budget des minima sociaux. Dans la totale indifférence. Exemple concret: sur un revenu de *survie de 432 euro mensuel*, une dépense supplémentaire de 15 euro réels pour un parcours mensuel aller et retour de 60 km en voiture 4 CV. Soit une *charge de 180 euro par an*. Pour *10 minutes d'entretien* qui ne consiste qu'en un simple contrôle administratif de recherche d'emploi ou pour une prescription de formation.

La mesure est en partie payée par les minima sociaux ! Une autre partie de la mesure a été prise en charge par l'embauche de quelques nouveaux conseillers ANPE. Mais, visiblement, la pression sur le personnel paraît avoir été redoublée, les conditions de travail paraissent se faire de manière dégradées qui retombent sur les chômeurs situés en position très délicate, et notamment les plus exclus.

Ainsi le problème est posé concrètement à l'*ANPE de Mont-de-Marsan*, lorsqu'une conseillère (en remplacement de la conseillère absente pour maladie) qui prescrit une formation non rémunérée, déclare: « *Quoi ? vous venez chercher des aides financières !* » Peut-être le tiers de rmistes qui exige son maintien comme demandeur d'emploi est indésirable à l'ANPE ? Et en tout cas méprisé comme sans la moindre perspective d'insertion dans un marché du travail particulièrement sélectif. D'ailleurs incapable de fournir un emploi décent à tous. Les rmistes considérés comme des assistés, ça évite de remettre en question le système. C'est aussi une agression morale. Personne n'a la moindre chance de se tirer d'affaire en étant considéré ainsi.

Les *exclus, des boulets encombrants* ? Sabotage sur le terrain par des professionnels de l'emploi ? Aveuglement et oeillères ?

L'*ambiance sociale sur le terrain est pourrie* par un niveau d'inconscience sans précédent.

Les pouvoirs et leurs valets se frottent les mains, en souriant. Pour l'instant.

## Formation

Si l'ANPE prescrit une mesure de formation sous-traitée par un organisme agréé, personne ne se pose les problèmes des charges de déplacement supplémentaires provoquées sur ces minima. Des dispositifs de formation ou d'accompagnement à l'emploi sont gratuits pour les chômeurs. Mais permettent de *fournir la clientèle à des organismes* et des revenus pour le maintien dans l'emploi de salariés de la formation. Ces salariés voient leurs frais professionnels de déplacement pris en compte. Des sommes d'argent public dont les montants sont tenus très occultes pour le grand public, passent des caisses des collectivités vers des associations choisies et très liées au pouvoir local. Quant aux exclus économiques, les *frais de déplacement engendrés par la signature d'un contrat de formation (ou des démarches d'insertion) pèse entièrement sur les minima sociaux*.

*Oui, c'est insensé !*

## Organisation méthodique de l'exclusion

Qu'un revenu de survie soit facturé quand tant d'argent coule à flot ailleurs et médiatisé sur les écrans de télévision. Dans les budgets du conseil général des Landes, d'Aquitaine ou de l'Etat. Il est donc logique que **la cohésion sociale se trouve chaque jour un peu plus menacée**, car elle se trouve littéralement sabotée sur le terrain en pratique, par des acteurs qui se considèrent pourtant comme des citoyens les plus conscients de la situation sociale, mais qui collaborent avec des décideurs bien éloignés des réalités sociales. (Ou le contraire ?). Une belle manière de scier la branche sur laquelle la classe moyenne et les classes dirigeantes sont assises... Oubli des leçons de l'histoire.

**Les plus exclus sont totalement livrés à eux-mêmes, avec leurs seuls minables moyens**, c'est certain et facile à prouver. Et les bien-pensants en poste, le leur reprochent. Liberté, égalité, fraternité sont des mots creux écrits en belles lettres sur les **luxueux bâtiments des collectivités publiques** (landaises et françaises) pendant que certains particuliers en crèveront à petit feu, sous le regard indifférent, voire agressif de ceux qui ont une place économique. C'est peut-être voulu sous le vocable de « *sélection naturelle* ». Mais, alors **qu'on ne joue pas aux hypocrites !** Qu'on le proclame ! Pour savoir quelle est la véritable idéologie cachée de chacun. Et que l'ennemi ne se fasse pas passer pour un ami.

**Faisons cesser ces attaques incessantes contre notre maigre pouvoir d'achat.** Serrons-nous les coudes ! Prenez contact et continuons à nous organiser.

Et ne comptons que sur nous-mêmes pour lutter, par des **coordinations fédérées d'assemblées locales**, qui ne délèguent des **mandats précis qu'à des représentants révocables**. Pour que des chefs auto-proclamés n'appellent pas, par exemple, au retrait des tentes des sans-abris, après de simples discussions avec un pouvoir (quel qu'il soit), alors pas encore suivies d'effets pratiques dûment constatables.

10 janvier 2007

© 2007 [exclus.enaction@free.fr](mailto:exclus.enaction@free.fr) – <http://exclus.en-action.free.fr/>

Toutes reproductions non commerciales et sans but lucratif encouragées avec indication des sources et texte intégral. Tous autres droits réservés: prendre contact.